

Avril 2021

Réponse du CEA à la consultation publique sur la révision de la communication de la Commission relative aux Projets Importants d'intérêt Européen Commun (PIIEC)

Le CEA, en tant qu'organisme de recherche technologique, est directement engagé à la fois dans la recherche de solutions scientifiques et techniques aux défis auxquels est confrontée l'Union européenne, tels que le pacte vert et la transition numérique, mais également dans le soutien à sa compétitivité industrielle, par une interaction intense avec le monde industriel, permettant d'assurer le transfert de ses technologies vers les entreprises.

A ce titre, le CEA a été impliqué, directement (dans le cas de la micro-électronique) ou indirectement (dans le cas des batteries et de l'hydrogène) dans la mise en place des PIIEC au cours de ces dernières années, et a contribué aux travaux du forum stratégique sur les PIIEC qui a permis d'identifier six chaînes de valeur stratégiques en 2019. A la lumière de cette expérience, le CEA souhaite formuler les observations suivantes.

Les PIIEC sont un instrument très utile pour aider à la constitution de filières industrielles compétitives dans des domaines stratégiques pour l'Union européenne, en soutenant des projets à forte composante de R&D et d'innovation. D'une manière générale le CEA soutient la démarche engagée par l'Union européenne combinant, pour chaque secteur considéré, la structuration de filières stratégiques par la création d'alliances industrielles, le soutien à la R&D par un partenariat dans Horizon Europe, et l'encouragement aux investissements nationaux grâce à l'instrument PIIEC. Les organisations de R&D devraient être parties prenantes de la gouvernance de ces alliances.

S'agissant du projet de communication révisée sur les PIIEC :

1. Contribution à l'autonomie stratégique de l'UE

Le projet de communication révisée met à jour (paragraphe 4) la liste des objectifs politiques de l'Union européenne auxquels les projets PIIEC peuvent contribuer : « le pacte vert pour l'Europe, la stratégie numérique, la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe et *Next Generation EU* », ainsi que la « reprise durable suite à des perturbations économiques graves » ou le renforcement de la « résilience sociale et économique ».

Le CEA propose d'ajouter à cette liste l'objectif de contribution à l'autonomie stratégique de l'Union. Cette proposition est en phase avec les recommandations du rapport remis à la Commission européenne en 2019 par le *Strategic Forum on Important Projects of Common European Interest (IPCEI)*. La pandémie de COVID19 a renforcé la prise de conscience de l'enjeu de construction, en Europe, de chaînes de valeur industrielles intégrées sur certains secteurs stratégiques pour la compétitivité mais également pour l'autonomie et la souveraineté européennes.

2. Prise en compte de la concurrence internationale

Les chapitres 4.1 et 4.2 traitent essentiellement de l'analyse des effets potentiels et de la prévention de distorsions indues de concurrence sur le fonctionnement du marché intérieur. Le CEA considère que la Commission devrait également prendre mieux en compte le contexte concurrentiel international, dans son examen des projets soumis au titre d'un PIIEC.

En particulier lors l'évaluation de la nécessité et de la proportionnalité de l'aide l'analyse des mécanismes de soutien aux entreprises non européennes dans les pays tiers (paragraphe 39), dont les procédures sont souvent moins complexes qu'au sein de l'UE, devrait être systématique.

3. Prise en compte de la collaboration entre les entreprises et les organisations de recherche

Le projet de communication donne à juste titre un rôle clef à la présence d'une composante de R&D et l'innovation dans l'admissibilité des projets de PIIEC (paragraphe 3.2.3 « critères spécifiques »), qu'il s'agisse de projets de recherche, développement et d'innovation en tant que tels ou des projets de premier déploiement industriel, qui doivent « s'inscrire dans le prolongement d'activités de RDI et comporte en soi un volet de RDI très important qui constitue un élément à part entière nécessaire à la bonne réalisation du projet » (paragraphe 24 et 25).

La coopération entre les entreprises industrielles et les organisations de recherche publiques est le meilleur moyen d'assurer que les projets de PIIEC s'appuient sur les meilleures technologies disponibles, et présentent un « caractère novateur majeur » ou apportent « une valeur ajoutée importante en termes de RDI ».

En ce sens, le CEA propose que l'existence de programmes collaboratifs de R&D entre les entreprises impliquées dans les projets PIIEC et les organisations de recherche publique, figure parmi les « indicateurs positifs généraux », conduisant à une approche plus favorable de la Commission dans son évaluation (paragraphe 22).

Ainsi, un ajout pourrait être inséré au paragraphe 22.d :

«... le projet implique d'importantes interactions collaboratives en termes de nombre de partenaires, **de partenariats de R&D avec des organisations de recherche publiques**, de participation d'organisations de différents secteurs ou de participation d'entreprises de différentes tailles et, en particulier, des collaborations entre des grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises dans différents États membres. »

4. Seuil de notification pour les PME

La préparation d'un dossier de notification est un exercice particulièrement lourd sur le plan administratif et économique, pour établir la nécessité de l'aide ainsi que le déficit de financement. A ce titre, le seuil de notification fixé à 500 000€ (paragraphe 51) semble très bas au regard de l'exigence de « projets de taille ou d'ampleur très importante » (paragraphe 27).

Il risque d'être contreproductif vis-à-vis de l'objectif de renforcement de la participation des PME aux PIIEC, qui pourraient manquer des ressources nécessaires pour instruire ce type de demande.



5. Ouverture à tous les Etats membres

Le CEA partage l'objectif d'ouverture des PIIEC mais s'interroge sur la nécessité de relever le nombre minimal d'Etats participants à quatre (paragraphe 17) comme proposé dans le projet de communication révisé. L'expérience des premiers PIIEC ne semble pas indiquer qu'un nombre réduit de participants soit problématique. Par ailleurs, il conviendra de veiller que l'exigence faite aux Etats membres notifiants de démontrer que tous les autres Etats membres ont eu la possibilité de s'associer à un projet de PIIEC (paragraphe 18) n'entraînera pas de risque de retard excessif ou de blocage dans une procédure d'instruction déjà longue et complexe.

6. Taxonomie

Le CEA s'interroge sur la manière dont les projets de PIIEC pourront « tenir compte » du règlement sur la taxonomie, s'agissant d'un texte qui vise les acteurs des marchés financiers.